



MAPA - F.C.S. – 25PA0003  
**Entretien et Maintenance du  
groupe électrogène**

**Cahier des Charges Administratives  
Particulières - CCP**

**Caisse d'Allocations Familiales de  
la Guadeloupe et de Saint-Martin**

Parc d'Activités La Providence  
ZAC de Dothémare  
97139 Les ABYMES

**MARCHÉ PUBLIC**  
Fourniture et Services

## **Article 1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

**Le présent marché concerne l'Entretien et Maintenance du groupe électrogène du Siège de la CAF Guadeloupe.**

## **Article 2 – Décomposition du marché**

### **2-1 –Allotissement**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'acheteur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés du fait de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

### **2-2-Forme du contrat**

Procédure adaptée article R.2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 03/12/18 portant partie réglementaire du code de la commande publique (sous réserve des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale).

### **2-3-Sous-traitance**

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R. 2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

### **2-4-Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La

durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **Article 3 – Pièces constitutives et obligations**

### **3-1- Pièces contractuelles du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAGS FCS, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des Clauses Particulières
- Le règlement de la consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics fourniture et services (approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021) ;
- L'offre du titulaire

### **3-2- Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### **3-3- Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

## **Article 4 – Durée, pénalités**

### **4-1-Durée du marché/ Délai d'exécution**

Le marché est conclu pour une durée qui commence à compter de la notification. La durée est fixée dans l'acte d'engagement du candidat mais ne pourra excéder 2 mois.

## 4-2-Pénalités

### **A - Pénalités pour retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution et/ou de remise est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{75}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = Valeur de la commande ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités de retard s'appliqueront sur les délais de livraison.

En cas de retard constaté sur une livraison incomplète et/ou non conforme, cela entraînera les pénalités correspondantes au montant total de la commande initiale.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

*En cas de retard dans l'exécution de la prestation, en cas d'inexécution de cette dernière, ou en cas de prestations inférieures à la qualité exigée et après 2 relances écrites par la CAF Guadeloupe, il pourra être pourvu par la CAF Guadeloupe à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.*

### **B - Autres pénalités spécifiques**

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans les documents contractuels peut donner lieu à l'application d'une pénalité de **50€ HT par manquement**.

### **C - Pénalité pour travail dissimulé**

Après mise en demeure préalable, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur pourra appliquer une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché ou résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## Article 5 – Conditions Financières

### 5-1-Contenu des prix

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix global et forfaitaire inclut toutes les taxes qui s'appliquent (type éco participation/éco taxe).

Le prix global et forfaitaire comprend l'achat, la livraison, l'installation, le montage, le réglage et toutes sujétions liées aux prestations telles que décrites dans à l'article 6 du présent CCP et notamment, sans que cette liste soit limitative, les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le prix comprend aussi les conseils en aménagement.

**Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.**

### 5-2- Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédant la date limite de l'offre. Ce mois est appelé mois zéro.

Sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le prix des prestations prévues au marché est révisable chaque année, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,15 * \text{MIG EBIQ} / \text{MIG EBIQ}_0 + 0,70 * \text{ICH Trev-TS-IME} / \text{ICH Trev-TS-IME}_0)$$

Dans cette formule :

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix initial

ICH Trev-TS-IME<sub>0</sub> = valeur de l'Indice du « Coût Horaire du Travail révisé – salaires et charges » des industries mécaniques et électriques – base 100 en décembre 2008 - connue au mois zéro.

MIG EBIQ<sub>0</sub> = valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements pour le mois zéro.

ICH Trev-TS-IME 0 et MIG EBIQ0 représentent les indices à la date de la remise des offres.

ICH Trev-TS-IME et MIG EBIQ représentent les indices à la date de révision des prix.

Le prix ainsi révisé est donc arrêté à deux décimales par dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS.

**En tout état de cause, l'augmentation ne pourra être supérieure à 3% l'an.**

### **5-3-Modalités de règlement**

#### **5-3-1- Etablissement des factures**

La facturation s'effectuera **après service rendu**, après les opérations de vérification et sur présentation par le titulaire des factures conformes correspondantes.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront envoyées via chorus pro :

Identifiant : 31456082200194

Structure : Caisse d'allocations familiales de la Guadeloupe

Les prestations complémentaires éventuellement introduites par voie de devis sont facturées à part et après leurs réalisations.

### 5-3-3- Délais global de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours. Celui-ci court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date (article 2 I.1° et 2. I.2° du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Ce délai peut être suspendu par l'envoi d'un courriel indiquant les raisons – imputables au Titulaire – qui s'opposent au règlement. Ce règlement restera suspendu tant que la totalité des justifications demandées ne sera pas parvenue à la CAF Guadeloupe.

Le(s) paiement(s) s'effectue(nt) dans le respect des règles comptables applicables aux organismes de sécurité sociale.

### 5-3-4- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 5-3-5- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement et à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

### 6-1-Nature des prestations

Elle inclut la maintenance préventive et corrective (déplacement, main d'œuvre, diagnostic et éventuellement la réparation si elle ne nécessite pas de fournitures autres que consommables et petits matériels).

Le prestataire réalisera une maintenance sur la base des prestations définies par les textes de lois, les préconisations constructeurs et la description technique, afin de respecter les normes en vigueur.

Pour les prestations non traitées forfaitairement dans le contrat de base, le candidat s'engage à fournir à la remise de prix, un bordereau détaillé des prix unitaires indiquant le coût du matériel et le coût horaire de main-d'œuvre, ainsi que le forfait de déplacement.

Les travaux « hors marché » nécessiteront obligatoirement un bon de commande.

Dans le cas où des travaux seraient confiés à une autre entreprise que le titulaire, une visite contradictoire d'état des lieux sera alors faite avant et après les travaux ; ces visites contradictoires sont comprises dans la partie forfaitaire du marché.

### **6-2-Lieu d'exécution**

Les prestations doivent être réalisées au lieu concerné par le marché, c'est-à-dire au Siège de la CAF Guadeloupe Parc d'Activités la Providence, Zac de Dothémare, 97139 Les ABYMES.

### **6-3-Visite d'entretien**

Les visites d'entretien seront sur rendez-vous (ou dans un calendrier prévisionnel d'e visite) et effectuées pendant la période d'ouverture de la CAF Guadeloupe.

Par ailleurs, lors de la venue sur site, le technicien devra informer le Responsable du Pôle Patrimoine de site de son arrivée et de son départ.

### **6-4-Les délais d'intervention**

A partir de la réception de la demande, le prestataire interviendra pour un l'appareil en panne, ou présentant un dysfonctionnement n'affectant pas la sécurité, dans un délai maximum de quatre heures, en heure.

Il appartient au candidat de proposer un délai plus court à la CAF Guadeloupe si cette prestation peut être raccourcie.

### **6-5-Remise en fonctionnement normal**

La remise en fonctionnement normal du groupe sera réalisée dans les meilleurs délais possibles. Dans tous les cas, elle interviendra au maximum au bout de 12 heures en jours et heures ouvrés, sauf exception qui sera signifiée par le candidat (confirmation par courrier ou mail dans le délai précité) et mentionnant la cause du dépassement du délai et le nouveau délai de remise en service.



### 6-6-Précision sur l'exécution des prestations

Dans le cas où le technicien devra laisser l'équipement arrêté au terme de son intervention, le représentant de l'acheteur devra être informé du motif de l'arrêt et de la date prévisionnelle de remise en service.

Le dépannage s'entend autant de fois que nécessaire sur demande d'une personne habilitée à déclencher une intervention.

**NOTA : En aucun cas, une intervention de dépannage ne peut tenir lieu de visite d'entretien (sauf accord de l'acheteur).**

### 6-7-Documentation

Le titulaire devra dans le cadre de son marché la fourniture des documents de chaque installation, comprenant :

- les notices techniques
- les plans et schémas

### 6-8-Pièces détachés et accessoires

Le candidat devra prévoir un stock de pièces de rechanges courant à sa charge pour ne pas paralyser l'utilisation du matériel. Si l'appareil ne peut être remis en service dans les 12 h en jours ouvrés, la CAF Guadeloupe devra être informé du motif de l'arrêt.

Les pièces et accessoires devront être des pièces d'origine, neuves ou en échange standard. Si tel n'était pas le cas, le candidat devra fournir une attestation du concepteur de l'appareil certifiant de la compatibilité des pièces et accessoires avec les équipements.

### 6-9-Prise en charges du matériel

Dans un délai de 2 semaines à compter de la date de début d'exécution du marché, le Titulaire établit un document d'inventaire et d'évaluation de l'état des installations du périmètre à maintenir.

Cette prise en compte est l'occasion de conforter le contenu des plans de maintenance préventive pour garantir les objectifs de disponibilité spécifiés.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'un équipement pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

Le matériel mise à disposition du Titulaire dans le cadre de ce contrat est réputé conformes et opérationnelles pour les obligations de service demandées.

Dans le cas où les pièces détachées seraient en arrêt de fabrication et sans équivalence, le titulaire devra préciser dans sa prise en compte de façon exhaustive les matériels concernés.

**A l'issue de la prise en compte des installations, CAF Guadeloupe organisera une réunion au cours de laquelle le Titulaire présentera notamment :**

- le planning éventuellement mis à jour de la maintenance préventive mis en œuvre le jour de l'entrée en vigueur du contrat ;
- l'inventaire et l'état des équipements de son périmètre
- les éventuels devis de réparation à la suite de la visite de prise en charge
- les documents de suivi mis en place.
- les pièces de rechange mises en stock
- le Plan de Prévention
- les habilitations (électrique, constructeur...)

### **6-10-Revue de lancement**

Pour donner suite à la notification du marché, la CAF Guadeloupe organisera au moins une réunion au cours de laquelle sera notamment faite :

- La présentation des équipes CAF et Titulaire ;
- La présentation par le titulaire et la signature du plan de prévention ;
- les modalités d'organisation ;
- les contraintes d'exploitation en cours et à venir explicitées par la CAF Guadeloupe ;

Remarque : CAF Guadeloupe pourra organiser autant de réunions que nécessaire pour s'assurer de la mise en place organisationnelle du marché et de la prise en compte des installations ; le Titulaire sera tenu d'y assister sans rémunération supplémentaire.

### **6-11-Réunion**

Pour chaque réunion entre le Titulaire et CAF Guadeloupe, le Titulaire établit un compte rendu (format papier et numérique) sous 5 jours mentionnant les principales décisions prises et assurera un suivi des actions ou des mesures à prendre.

L'acheteur disposera d'un délai de 5 jour ouvrable pour faire ses observations après réception des comptes-rendus. Le Titulaire devra apporter les corrections nécessaires dans un délai de 3 jours à compter de la réception des éventuelles observations.

### **6-12- Sécurité**

Le titulaire s'engage à n'utiliser que du personnel formé aux règles de sécurité pour la maintenance des installations. Il se conforme à l'ensemble des règles et des normes en vigueur pour la réalisation de ces prestations en particulier à celles relatives aux instructions de maintenance.

Il doit informer sans retard le responsable désigné du site de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité des personnes.

Un plan de prévention sera établi à la notification du marché ; il sera mis à jour annuellement en cas de modification des installations.

### 6-13- Responsabilités

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à toute autre personne,
- à ses biens, à ceux de la personne responsable du marché ou à ceux de toute autre personne physique ou morale.

Pour ce faire, le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### 6-14- Modifications du groupe

Après toute modification des installations effectuées dans le cadre du présent marché, le titulaire doit mettre à jour les plans, la liste du matériel et schémas des installations et transmettre à la CAF Guadeloupe un exemplaire de ces pièces modifiées. Le plan de prévention sera modifié en conséquence.

### 6-15- Déchets

Le titulaire du marché a l'obligation d'évacuer tous les matériels et produits changés, aucun stockage n'aura lieu dans les locaux. Le candidat devra se charger de recycler les déchets générés (type batteries, voyants, huile, solvant, ...) et la remise en état des lieux suite à une fuite (gazole, huile...).

En outre, le candidat devra assurer la mise en décharge agréées des déchets et fournira à la CAF Guadeloupe un bordereau de suivi de ces déchets dans un délai de 4 semaines, conformément à la réglementation.

## Article 7 - Garantie

Le titulaire assure la garantie des pièces de rechange qu'il fournit lors des travaux de réparation et dans les conditions stipulées à l'article 33 du CCAG/ FCS.

La durée minimale de cette garantie est fixée à un an à compter de la réception de l'intervention par l'acheteur. Pendant cette période le titulaire prendra à sa charge l'ensemble des prestations nécessaires à la résolution de tout type de dysfonctionnement et ce, autant de fois que cela s'avérerait utile. La garantie se verra prolongée d'autant que l'équipement aura été indisponible.

Cette garantie couvre également les interventions liées à une visite préventive insuffisante ou mal effectuée.

Ce article déroge à l'article 33 du CCAG de référence.

## **Article 8 - Vérifications**

Le titulaire du marché tiendra à jour un carnet d'entretien pour l'appareil où est mentionné toutes les interventions effectuées (y compris maintenance et travaux sur bon de commande) et comprenant :

- date et heure de début et de fin d'intervention
- date et heure de la demande d'intervention (en cas de dépannage\*)
- nom du technicien
- site et poste concerné
- diagnostic de la panne (en cas de dépannage\*)
- nature des travaux effectués
- pièces remplacées (contrat et hors contrat si intervention suite à une commande).
- les observations jugées utiles
- Le niveau du carburant

Ce carnet est émargé par l'agent de maintenance ainsi que par le responsable désigné pour le site qui doit pouvoir y consigner ses observations éventuelles. L'acheteur aura une copie de ce document et pourra demander l'inscription systématique de certains renseignements.

Ce carnet conditionnera la certification du service fait nécessaire au règlement des prestations dans les délais prévus.

## **Article 9 – Résiliation**

### **9-1 Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **9-2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 10 - Litiges et différends**

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre  
Rue Dugommier  
97110 POINTE-A-PITRE  
Téléphone : 0590 89 69 50  
[accueil.tj-pointe-a-pitre@justice.fr](mailto:accueil.tj-pointe-a-pitre@justice.fr)

## **Article 11 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 20.1 du CCAG par l'article 4-2 du CCP
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'article 2-2 du CCP
- Dérogation à l'article 33 du CCAG par l'article 7 du CCP
- Dérogation à l'article 5 du CCAG par l'article 10 du CCP